



Vatra Dornei, Roumanie

# XI Assises Européennes de la Montagne

Le **patrimoine culturel** comme moteur  
de créativité, d'innovation et de  
développement socio-économique  
pour l'avenir des zones de montagne

Vatra Dornei, Roumanie  
25-26-27 septembre 2018

## COMPTE RENDU DES XI<sup>ÈMES</sup> ASSISES EUROPEENNES DE LA MONTAGNE

### OUVERTURE OFFICIELLE ET MOTS D'ACCUEIL



Juanan Gutierrez, Président  
d'Euromontana

Les XI<sup>èmes</sup> Assises européennes de la montagne ont été officiellement lancées le mercredi 26 septembre 2018 par **Juanan Gutierrez**, Président d'Euromontana, et par les organisateurs roumains de l'événement.

Le Président d'Euromontana, **Juanan Gutierrez**, a ouvert la conférence en insistant sur la richesse du patrimoine naturel et culturel exceptionnel en zones de montagne et sur la nécessité d'une meilleure valorisation de cet atout, non délocalisable, qui permet de donner des perspectives d'avenir à notre jeunesse et à nos territoires en termes d'innovation et de développement territorial. Il a également rappelé à l'auditoire que le patrimoine naturel et le patrimoine culturel sont intrinsèquement liés grâce à l'utilisation que des générations d'hommes ont faite de leurs biens naturels, et que les paysages de montagne sont donc des paysages culturels. Face à la mondialisation et à la globalisation actuelles, le patrimoine culturel et naturel est l'une des rares ressources à disposer d'un potentiel de développement économique intrinsèquement lié aux territoires, à ses habitants et à leur manière de vivre. Il représente donc une grande ressource stratégique pour l'avenir, qui peut offrir de nombreux avantages sociaux, environnementaux et économiques, à condition d'être correctement et durablement exploités et mis en valeur. Appelant à une meilleure préservation et valorisation de ce patrimoine culturel, le Président d'Euromontana a conclu en invitant les participants à utiliser le patrimoine culturel et son très fort potentiel d'innovation afin de revitaliser les territoires,



d'encourager le développement de nouvelles idées entrepreneuriales mais également de renforcer l'attractivité des montagnes dans leur ensemble pour tous les habitants.

Le maire de Vatra Dornei, **Ilie Bonches**, a chaleureusement accueilli les participants dans sa ville pour les Xèmes Assises européennes de la montagne sous les auspices de l'Année européenne du patrimoine culturel et du centenaire de l'Union roumaine.

**Gheorghe Flutur**, Président du Conseil Général de Suceava, a souligné l'importance pour la Roumanie de faire partie de l'Union Européenne pour pouvoir participer aux discussions d'un tel forum. Des programmes européens sont nécessaires pour les zones rurales roumaines qui sont confrontées aux mêmes problèmes de dépeuplement et de vieillissement que les autres zones rurales européennes. Il a fait valoir que le temps était venu pour les gouvernements non seulement de contester la situation actuelle, mais aussi d'agir pour résoudre ce problème par des stratégies et des solutions concrètes, et que les symposiums ne suffisent plus. Les montagnes sont les régions où la plus grande quantité de ressources naturelles est exploitée, mais aucun progrès ne peut être attendu si toute la valeur ajoutée est tirée des montagnes sans rien laisser aux populations locales. Le Président du Conseil Général de Suceava a plaidé pour une gestion décentralisée des zones de montagne et a regretté le manque de ressources pour les zones à contraintes naturelles en Roumanie. Il a encouragé qu'une stratégie pour les Carpates soit soutenue par l'Union européenne, à l'instar de ce qui existe déjà pour le Danube ou les Alpes.



*De gauche à droite ; Claudiu Sorin Rosu Mares, Secrétaire d'Etat du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de Roumanie ; Mirela-Elena Adomnicai, Préfet de Suceava ; Gheorghe Flutur, Président du Conseil Général de Suceava et Ilie Bonches, Maire de Vatra Dornei*

La préfet de Suceava, **Mirela-Elena Adomnicai**, est revenue sur le concept d'identité et de culture d'accueil des populations de montagne. Les traditions, le patrimoine culturel et les expressions idiomatiques sont importants pour les populations rurales. Ils font partie des cent ans d'histoire de la Roumanie et méritent largement qu'une Année européenne soit consacrée à leur préservation et à leur valorisation. Elle espère que des initiatives telles que l'Année européenne du patrimoine culturel pourront favoriser les discussions, les stratégies, les déclarations et la mise en œuvre des programmes. Elle a encouragé le développement d'une culture d'accueil dans nos régions de montagne pour mieux protéger et transmettre aux générations futures l'identité et l'hospitalité montagnardes et maintenir des régions de montagne vivantes.

Enfin, **Claudiu Sorin Rosu Mares** - Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, a excusé le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Petre Daea, et a souhaité la bienvenue aux participants avant d'ouvrir la première session.



*Virgil Ancuta joue au violon une ballade composée par Ciprian Porumbescu, compositeur de la région de Bucovine*



## SESSION 1 : POURQUOI PARTAGER LE PATRIMOINE CULTUREL DES ZONES DE MONTAGNE EST-IL IMPORTANT ?

« Patrimoine culturel et développement rural dans les Carpates roumaines », Claudiu Sorin Rosu Mares - Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement rural roumain

**Claudiu Sorin Rosu Mares** a présenté au public le riche patrimoine culturel montagnard de Roumanie, qui se reflète dans le style architectural des habitations, les costumes traditionnels, les activités agropastorales, les produits de laine, les fêtes spirituelles, etc. Ce précieux patrimoine est aujourd'hui mieux protégé et valorisé grâce à la nouvelle loi roumaine sur la montagne (adoptée en août 2018) qui vise à investir 1 milliard d'euros du budget de l'État roumain dans les zones de montagne au cours des dix prochaines années. La loi sur les montagnes vise également à protéger les ressources naturelles, à encourager les populations à rester dans les zones de montagne et à développer les activités économiques et sociales.



Cette loi est née de la reconnaissance politique des besoins spécifiques des zones de montagne et de l'agriculture de montagne. L'État a mis en place un conseil national de la montagne et de nouveaux comités de montagne et a régionalisé l'agence des zones de montagne pour répondre aux besoins locaux.

La nouvelle loi sur la montagne alloue des enveloppes financières pour soutenir des chaînes de valeur montagnaises spécifiques telles que la laine, les baies sauvages, les plantes médicinales. La formation et les infrastructures sont également des priorités importantes. En ce qui concerne les infrastructures, les conditions de crédit sont adaptées aux populations de montagne et l'accent est mis sur le maintien des services ruraux d'intérêt général (centres de santé, banques, etc.) ainsi que des infrastructures Internet. Enfin, le gouvernement accorde maintenant une prime d'installation à tout nouvel habitant de montagne pour aider à attirer les jeunes et les entrepreneurs. Les nouveaux montagnards doivent vivre au moins 5 ans dans une région montagnaise pour bénéficier de la prime.

Pour résumer le concept de cette nouvelle loi sur les montagnes, Claudiu Sorin Rosu Mares a expliqué que les montagnards roumains sont déjà des entrepreneurs par leur travail et leur artisanat, qu'ils sont autosuffisants, mais que l'économie de montagne roumaine était dépassée face à la concurrence mondiale actuelle et devait être reconstruite sur la base des artisans et des métiers spécifiques à la montagne roumaine.



« **Vers une meilleure valorisation du patrimoine culturel dans la chaîne montagneuse des Carpates** », Harald Egerer, Chef du Bureau de Vienne de l'ONU Environnement, Secrétariat de la Convention des Carpates

**Harald Egerer**, en sa qualité de chef du Secrétariat de la Convention des Carpates, a réaffirmé l'importance mondiale de l'écorégion des Carpates pour le patrimoine culturel. En effet, il y a 19 sites du patrimoine mondial dans les Carpates, en majorité des sites culturels.

Le travail actuel de la Convention des Carpates est basé sur un accord ministériel international portant sur le patrimoine culturel. Lors de leur 2e Conférence des Parties à Bucarest, un inventaire du patrimoine culturel des Carpates a même été établi. Leur groupe de travail sur le patrimoine culturel élabore actuellement un protocole sur les savoirs traditionnels, afin de promouvoir la coopération internationale, d'encourager les programmes et projets communs et d'impliquer les décideurs politiques à tous les niveaux ainsi que les parties prenantes. Le protocole se concentrera par exemple sur l'identification et la documentation du patrimoine culturel, la préservation de l'architecture traditionnelle, des paysages culturels et des modes traditionnels d'utilisation des terres, l'amélioration de l'éducation et de la transmission du patrimoine culturel et des connaissances traditionnelles - parmi de nombreuses autres mesures.

Harald Egerer a souligné la nécessité d'un plus grand nombre de projets, notamment sur les thèmes du tourisme culturel, de la promotion des sites du patrimoine mondial et de la sensibilisation au potentiel des patrimoines culturels (valeur ajoutée économique, cohésion communautaire, etc.).



« **Contribution des zones rurales à l'Année européenne du Patrimoine Culturel** », Tom Jones, membre du Comité économique et social européen (CESE)



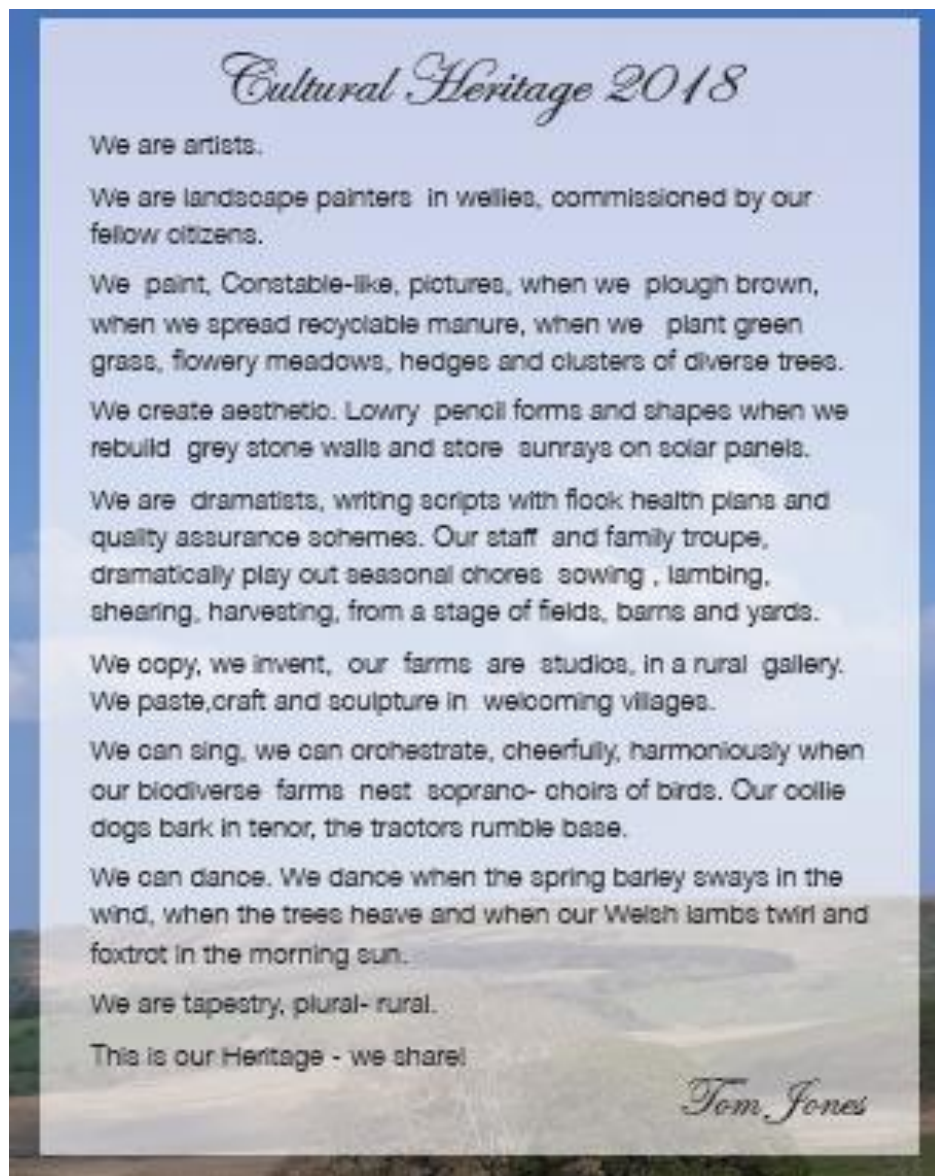
**Tom Jones** a expliqué comment les zones de montagne ont subi une transition idéologique, passant de zones d'élevage de moutons à des zones protégées pour la qualité de leurs écosystèmes, avec des programmes de protection de la bruyère ou des puits de carbone par exemple. Cependant, les écosystèmes fournis aujourd'hui sont le résultat de siècles de travail humain qui ont modelé les paysages qui sont aujourd'hui notre patrimoine culturel. Tom Jones a été rapporteur au

CESE d'un avis adopté avec une large majorité en septembre 2018 sur cette contribution spécifique des zones rurales à l'Année européenne du patrimoine culturel (AEPC).

Selon lui, l'AEPC a été conçue pour mieux faire connaître le patrimoine culturel. Quelle que soit l'ambition, 12 mois ne suffisent pas pour encourager les petits groupes d'action locale et pour mieux faire connaître les zones rurales. En effet, la culture n'est pas seulement une question de musique, de poésie, de sculpture, mais de valeurs européennes telles que celles portées par les populations rurales, les paysages sculptés par les coutumes régionales et les conditions climatiques, la démocratie participative, etc.



Le patrimoine culturel est un moteur économique et ajoute de la valeur aux économies rurales - qui sont menacées par la perte de population, la perte de biodiversité et la concurrence mondiale. Le plus grand défi est de se rappeler que chaque année, il y a une nouvelle génération de citoyens qu'il faut encourager à voir le potentiel des économies rurales. Les économies rurales ne sont pas stables à l'heure actuelle, comme en témoignent le déclin des services ruraux, le prix du logement et l'offre de transport. Le budget de l'UE doit être adapté aux zones rurales et il faut veiller à ce que le patrimoine culturel soit une priorité transversale. Il y a un besoin de soutien dans les zones rurales dans de nombreux domaines : entrepreneuriat, marketing, formation, ... Les communautés doivent être inclusives de cette manière et utiliser le patrimoine culturel pour améliorer le bien-être, même après la fin de l'AEPC en 2018. En conclusion, Tom Jones a lu le poème suivant qu'il a écrit :



## SESSION 2 : COMMENT MIEUX VALORISER A LA FOIS LE PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL EN MONTAGNE ?

« Patrimoine culturel et naturel : une opportunité de développement. Etudes de cas dans les zones désignées UNESCO », Andrea Porta, Chercheur, Fondation Santagata (CSS-EBLA)

Andrea Porta a expliqué comment il existe une relation globale entre les gens et leur environnement, basée sur l'expérience de la Réserve de biosphère transfrontalière de Monviso.

La Réserve de biosphère de Monviso est basée sur le programme " L'homme et la biosphère " de l'UNESCO. L'idée repose sur l'utilisation durable et la conservation des ressources de la biosphère et sur l'amélioration de la relation globale entre les populations et leur environnement. Ce programme sur la biosphère comporte trois volets principaux :

- Conservation : protection des ressources, des écosystèmes et des paysages autochtones pour la conservation de la diversité biologique et culturelle du monde.
- Développement : il combine les préoccupations de conservation et l'utilisation durable des ressources grâce à une coopération étroite avec les communautés locales, en tirant parti des connaissances traditionnelles, des produits locaux et d'une gestion appropriée des terres.
- Soutien logistique : Les réserves de biosphère sont reliées par un réseau mondial ; elles fournissent des installations pour la recherche, la surveillance, l'éducation et la formation au niveau local ainsi que pour la recherche comparative et les programmes de surveillance au niveau international.

Actuellement, il y a 686 réserves de biosphère dans le monde, dont 40 % se trouvent dans des régions montagneuses.

La Réserve de biosphère transfrontalière de Monviso est située entre l'Italie et la France, c'est un territoire complexe où 85% des municipalités ont moins de 5.000 habitants et qui comprend trois sites UNESCO. Cette réserve de biosphère a établi un plan de gestion. Les deux premières étapes de ce plan ont été l'analyse du contexte et des priorités qui ont émergé lors des phases de mise en candidature, puis l'analyse des meilleures pratiques territoriales. Ces étapes sont particulièrement importantes pour évaluer correctement le territoire, y compris ses caractéristiques culturelles et économiques.

Par exemple, dans le cas du Monviso, 40% des entreprises travaillant dans l'agritourisme ou le tourisme, le patrimoine culturel ou l'artisanat utilisent les ressources naturelles et culturelles. Mais cette première analyse n'était pas suffisante pour savoir si ces entreprises étaient durables pour la gestion de la Biosphère. Ainsi, l'identification d'expériences susceptibles de servir d'exemples pour le développement futur de la Réserve de biosphère était particulièrement pertinente, en particulier pour les exemples liés aux musées et aux sites culturels, aux arts et métiers d'art, à l'agriculture, à l'environnement et aux paysages, à l'énergie durable, à l'hébergement et aux manifestations touristiques.

L'analyse de leur durabilité reposait sur différents critères, dont la durabilité environnementale, le développement économique inclusif et l'innovation. Ils ont identifié 150 pratiques exemplaires parmi les 800 exemples analysés, et il est intéressant de noter que ces exemples ont été concentrés sur certaines municipalités.



Cependant, une fois cette étude terminée, aucune mesure n'a été prise entre 2015 et 2018. L'étincelle est venue d'une expérience ascendante avec les jeunes. En effet, sur proposition de l'UNESCO, ils ont développé un camp de jeunes pour 20 jeunes Français et Italiens qui ont passé 5 jours à travailler pour créer un nouveau réseau de personnes intéressées par le développement de la région du Monviso. Ces jeunes de 15 à 18 ans ont mis en œuvre des actions telles que le développement de réseaux sociaux ou la création de projets transfrontaliers. Ces camps de jeunes étaient le moyen de donner un début et une vie simples et positifs à ces plans de gestion de la biosphère, en utilisant l'énergie de leurs jeunes.

« **Les moyens de préserver et de capitaliser le patrimoine culturel de montagne en Roumanie à travers la préservation muséale en plein air et la créativité dans un esprit moderne** », Corneliu Bucur, Professeur à l'Académie des Arts traditionnels de Roumanie.



La mise en valeur du patrimoine naturel et culturel a changé depuis plusieurs années comme l'a expliqué le **Prof. Corneliu Bucur**. En prenant l'exemple de la Roumanie, il a expliqué les transformations effectuées dans cette valorisation. Dans les années 1950, une vision traditionnelle prédominait où les collections devaient être systématiquement exposées avec pour objectif de former une conscience identitaire à travers les valeurs du patrimoine culturel.

Dans les années 1980, la mise en place du premier musée de l'histoire de la civilisation populaire roumaine, le musée Astra, a permis de reconstituer un processus historique évolutif de la civilisation roumaine, à travers des expositions de plein-air et d'intérieur. En alliant conservatisme et progressisme, traditionalisme et modernité, mais aussi ruralité et urbanité, ce musée de plein-air a permis d'aborder le patrimoine naturel et culturel sous un nouveau jour.

Dans les années 2000, avec la mise en place du complexe national des musées Astra, l'évolution a continué vers la représentation et la mise en valeur intégrée de toutes les catégories du patrimoine culturel afin de le sauvegarder et de la transmettre aux générations futures, afin d'assurer un développement durable aux communautés. Cette transformation a permis de passer à une idée d'un musée visant, dynamique, qui s'inscrit dans un espace polyvalent à la fois centre de recherche scientifique, atelier de création artisanale, mais aussi espace commercial pour les créations originales d'art populaire, école, ambassade culturelle, scène nationale de spectacles folkloriques. Cette transformation permet au musée de devenir véritable vivant et d'être une source vitale de développement durable de la société locale.

« **Comment le théâtre social et communautaire peut-il aider à redécouvrir le patrimoine naturel et culturel ? Projet TERRACT** », Alberto Pagliarino, Acteur, Centre de théâtre social et communautaire, COREP

**Alberto Pagliarino** a expliqué que le projet TERRACT, d'une durée de trois ans, visait à promouvoir le patrimoine culturel et naturel entre la France et l'Italie, sur la base de la méthodologie du théâtre social et communautaire. Cette méthodologie repose sur l'implication des citoyens, en particulier des jeunes.



Habituellement, au théâtre, la communauté est dans le noir et non sur scène. Mais avec TERRACT, l'objectif est de développer une autre idée du théâtre où les acteurs sont des professionnels, mais qui travaillent avec les communautés et leurs territoires. Ainsi, chaque personne peut devenir un défenseur du patrimoine naturel et culturel dans son milieu de vie, tout comme chacun peut être un acteur de la communauté. Déjà 325 associations, 55 municipalités et 5 universités ont été impliquées au cours de la dernière année.



Comment fonctionne la méthodologie ? Elle est fondée sur l'autonomisation culturelle acquise au fil du temps et sur l'apprentissage mutuel entre les communautés, facilité par des artistes et des formateurs professionnels.

Tout d'abord, le projet cartographie et développe des réseaux pour se connecter avec la communauté, visiter le territoire et connaître les acteurs locaux. Ces acteurs peuvent être des associations locales, des écoles, des associations artisanales, des citoyens, des écomusées...

Ensuite, le projet implique des organisations et des personnes et tente de construire une communauté basée sur les événements culturels. Ils renforcent ensemble leurs capacités afin que ces acteurs locaux apprennent à développer des projets par eux-mêmes, sans autre soutien des acteurs professionnels.

Pour mettre en pratique ces compétences, la communauté organise un événement ouvert à tous pour tenter d'atteindre un impact social important. Très souvent, beaucoup de gens assistent à ces événements et ils y participent sur le plan émotionnel. Parmi les exemples d'événements organisés, on peut citer un stage de formation avec 30 jeunes Français et Italiens ou deux événements autour de la ligne ferroviaire et de son patrimoine culturel.

Enfin le projet évalue l'ensemble du processus et redéfinit le nouveau pour les mois à venir.

L'avantage réel de cette méthodologie est que les compétences sont développées au sein des territoires et que les jeunes professionnels travaillant sur le patrimoine culturel peuvent continuer à utiliser la méthodologie, sans aucun autre soutien de l'équipe du projet TERRACT.





## SESSION 3 : COMMENT ETRE INNOVANT DANS L'UTILISATION DU PATRIMOINE CULTUREL DANS LES ZONES DE MONTAGNE ?

« Comment les technologies numériques peuvent-elles aider à s'engager avec le patrimoine culturel et comment peuvent-elles créer des interactions innovantes avec les publics culturels ? Les exemples des projets RICHES et REACH », Prof Neil Forbes, Chercheur, Université de Coventry

Sur la base des recherches menées dans le cadre des projets RICHES et REACH, le **professeur Forbes** a expliqué que l'impact de la technologie numérique sur les institutions du patrimoine culturel de toutes sortes stimule une transformation et un changement fondamental. La technologie numérique est perturbatrice, stimulante et limitée, mais elle est un moteur de croissance et de nouveaux modèles d'affaires. Elle représente un énorme potentiel dans la façon dont le patrimoine est conservé, mis en valeur, numérisé et partagé. La numérisation permet un dialogue beaucoup plus intense - surtout entre les institutions culturelles et le public - mais aussi entre les institutions et les organismes extérieurs, et la numérisation offre donc un énorme potentiel de co-création avec les communautés.



La technologie numérique favorise également la valorisation des identités culturelles territoriales, remodelant nos interactions avec l'environnement naturel et bâti. C'est le cas de l'alimentation, par exemple, lorsque des mouvements locaux d'alimentation « lente » tentent de relancer des pratiques de production en danger. La technologie numérique contribue à notre base de connaissances, à la transmission des compétences, à la préservation du patrimoine et à l'amélioration de la compréhension et de la tolérance entre les différents groupes socio-économiques.

Toutefois, une mise en garde s'impose : il existe un risque de marchandisation numérique du lieu, de l'image ou de l'identité, ce qui conduit à ce que l'on a appelé un effet de "disneyfication". Plus grave encore, il y a le problème de la question du degré de fiabilité, d'exactitude et d'authenticité du contenu en ligne.

La technologie numérique contribue également à renforcer la position économique des artisans dans l'économie créative, en donnant naissance à des modèles économiques innovants, dont l'impression 3D est une bonne illustration.

Les plateformes numériques sont le moyen pour les communautés de représenter, préserver, transmettre et réfléchir sur leur identité et leur patrimoine sous forme numérique afin de maintenir vivant un sentiment « d'appartenance » et de s'engager de manière critique avec le patrimoine culturel dominant. Les plates-formes numériques facilitent les liens entre les communautés pour renforcer la compréhension, créer de la cohésion en mettant l'accent sur les similitudes culturelles et favoriser les échanges culturels ; les outils numériques novateurs favorisent la sensibilisation au pluralisme culturel, en offrant de nouvelles façons de s'engager dans le patrimoine culturel ou de le découvrir. L'utilisation des ressources numériques permet d'unir le passé et le présent et de favoriser le patrimoine vivant. Cela est particulièrement important pour les jeunes générations si l'on veut préserver les traditions.



« **Projet MEMOLA : Comment l'innovation sociale et les outils TIC peuvent-ils être utilisés pour promouvoir le patrimoine culturel basé sur les agrosystèmes traditionnels** », José M<sup>re</sup> Martín Civantos, Chercheur, Université de Grenade



José M<sup>re</sup> Martín Civantos,  
Chercheur, Université de Grenade

**Prof Civantos** a partagé les résultats du projet de recherche MEMOLA, qui portait sur les paysages montagneux méditerranéens : une approche historique du patrimoine culturel fondée sur les agrosystèmes traditionnels. Le projet s'est concentré sur ces paysages socioécologiques, qui font partie du patrimoine commun et sont façonnés par les systèmes productifs et l'irrigation en raison de leur importance sociale pour la société. La mise en forme de ces paysages repose sur des savoirs locaux et traditionnels, qui peuvent s'appuyer sur des technologies complexes, mais qui reposent souvent sur un effort social et sur une stratégie productive collective. C'est le cas de la création des murs et des canaux qui caractérisent les montagnes méditerranéennes. Ces systèmes anciens sont très souvent marginalisés aujourd'hui et doivent être restaurés, non seulement pour préserver les valeurs culturelles, mais aussi pour continuer à fournir des services écosystémiques.

C'est ce qui a été fait dans le cadre du projet MEMOLA où 400 personnes ont participé à la restauration de plus de 25 km de canaux selon une approche participative. Il a eu un grand impact social, académique, politique et environnemental. Certains outils informatiques ont également commencé à être utilisés pour connecter les communautés locales isolées.

En outre, plusieurs briefings politiques ont été rédigés pour partager la réflexion suivante : le patrimoine culturel doit être vivant. Sa valorisation doit être adaptée au contexte et aux circonstances spécifiques. Elle exige bien souvent de l'empathie, de la patience et un dialogue des connaissances entre les différents acteurs. Le dialogue entre tradition et innovation devrait être encouragé, notamment pour mieux comprendre l'impact des actions. Le patrimoine culturel est donc un bon outil de transformation sociale, mais la participation de tous les acteurs doit être soigneusement intégrée dans une stratégie globale. Cela implique une réelle implication des acteurs publics, communaux mais aussi privés.



Musique traditionnelle roumaine pendant le défilé de costumes traditionnels à Vatra Dornei



« **La vie d'un berger de montagne anglais** », James Rebanks, Berger et Auteur de « Une vie de berger : l'histoire d'un homme libre et de ses chiens ».

**James Rebanks** est un berger de montagne, de la région des lacs, au Royaume-Uni. Il a partagé son expérience sur la façon dont sa région est devenue une immense attraction touristique reconnue pour la beauté de ses paysages bien que l'importance des activités humaines, y compris le pastoralisme, n'ait jamais été reconnue dans la gestion de ces paysages culturels.



Selon l'historien français Fernand Braudel, « ce qui façonne vraiment l'histoire, c'est la façon dont les gens vivent ». Ainsi, avec son livre, James Rebanks a tenté d'expliquer comment les paysages culturels sont affectés et gérés par le pastoralisme et les activités humaines et comment la gestion de sa ferme pourrait avoir un impact direct sur le patrimoine culturel et naturel, apprécié par tous ces touristes.

Il a insisté sur l'idée qu'une entreprise, comme une ferme, n'est pas seulement une question d'activités économiques mais aussi de valeurs qu'elle apporte à la société. Grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, comme les smartphones et Twitter, de belles histoires peuvent être racontées aux touristes et des valeurs peuvent être partagées.

Par conséquent, les bergers et les agriculteurs doivent être formés pour pouvoir mieux raconter et commercialiser les histoires de leurs paysages et de leurs activités et les touristes doivent être en mesure de mieux reconnaître cette valeur ajoutée. Une partie des revenus générés par les touristes devrait également revenir à ces acteurs locaux sur le terrain car, sans eux, les paysages seraient totalement différents.

La vision romantique des zones de montagne doit être évitée et les activités qui façonnent ces paysages doivent donc être mieux reconnues et valorisées. Les zones de montagne ne sont pas obsolètes, elles restent pertinentes. Les montagnards doivent être défendus et doivent résister pour conserver leurs valeurs et traditions tout en gérant de manière plus moderne les conséquences sociales, économiques et environnementales du tourisme.

**Déclaration sur la stratégie d'Euromontana pour une meilleure utilisation du patrimoine culturel dans les zones de montagne et vidéo sur les messages clés à ramener chez soi** par Juanan Gutierrez, Président d'Euromontana et Marie Clotteau, Directrice d'Euromontana

Le Président d'Euromontana, **Juanan Gutierrez** et sa Directrice, **Marie Clotteau**, ont lu une [déclaration commune](#) intitulée « Patrimoine culturel : un atout ancré dans le territoire synonyme d'attractivité et d'avenir pour nos montagnes » avant son approbation par le public.

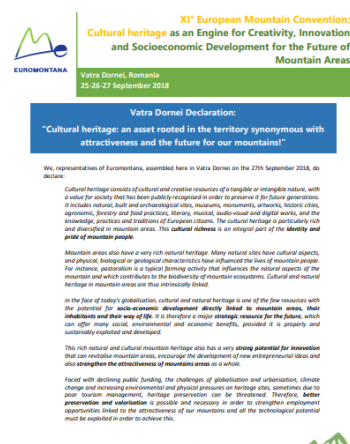
Les participants appellent les institutions européennes, nationales et régionales à **mieux reconnaître le patrimoine culturel et naturel de cette montagne**, y compris en cette Année européenne du patrimoine culturel. Ils appellent au maintien d'un **niveau de financement adéquat** pour ce patrimoine montagnard et à mieux préserver et valoriser cette ressource spécifique qui représente une source d'emplois, y compris dans les zones de montagne reculées.



L'innovation doit être au cœur du développement de demain, que ce soit en réunissant la recherche et les acteurs sur le terrain ou en partageant mieux les innovations technologiques, telles que les visualisations ou les impressions en 3 dimensions, en les rendant plus accessibles, y compris pour les petites structures entrepreneuriales.

Le développement d'une approche plus moderne et innovante du patrimoine culturel contribue également au développement de **nouveaux Smart Villages** (Villages Intelligents) et à la revitalisation de nos zones de montagne, tant par le développement d'infrastructures numériques appropriées que par l'innovation sociale.

Enfin, le patrimoine culturel de montagne doit servir à  **rapprocher les peuples**, que ce soit comme facteur d'intégration et d'attractivité pour l'accueil de nouveaux habitants ; pour rapprocher les peuples des zones urbaines et rurales par une meilleure connaissance et un meilleur partage du patrimoine culturel de montagne ou par le dialogue intergénérationnel.



« **Mots de remerciement** », Danut Gitan, Directeur d'AZM

Après avoir remercié tous les organisateurs et les participants, **Danut Gitan** a clôturé officiellement ces XI<sup>e</sup> Assises européennes de la montagne et a invité les participants à participer aux XII<sup>e</sup> Assises européennes de la montagne à l'automne 2020 en Calabre, en Italie.

## Euromontana remercie ses membres et ses soutiens pour leur participation active à l'organisation de ces XI Assises Européennes de la Montagne

